

Interview de [Dominique Bourg](#) dans la revue "Le 1":

« NOTRE CIVILISATION VIENT DE RECEVOIR UN AVERTISSEMENT »

Pourquoi découvre-t-on selon vous, avec cette crise sanitaire et économique, que « la croissance est négociable » ?

Les économistes nous ont mis en tête que la croissance et le progrès étaient des rouleaux compresseurs que rien ne peut arrêter. Mais c'est dans leur monde à eux, où l'économie, la société et la Terre sont des choses distinctes. Avec le Covid, on découvre que la Terre englobe la société, qui elle-même englobe l'économie. D'après les calculs de l'Imperial College de Londres, si on n'avait rien changé, le coronavirus aurait fait au moins 300 000 morts en France, sur une période brève. Ça aurait été un traumatisme énorme ! Pour éviter ce phénomène macabre, les gouvernements ont tout bloqué. La crise sanitaire nous ramène les pieds sur terre : un gros problème, externe à l'économie, peut stopper la croissance. Et les dangers sont infiniment plus graves avec le climat.

La prochaine crise sera donc climatique ?

Le climat, voilà un facteur qui peut contrecarrer la croissance ! On entre dans une décennie qui va être très délicate. Si un phénomène tel que les feux de forêt en Australie touche deux zones productrices de céréales sur la planète, par exemple, nous aurons une pénurie alimentaire. La température globale a déjà augmenté de 1,1 °C par rapport à la période préindustrielle, et on voit que la chaleur s'étend désormais de mai, voire d'avril, à octobre ou novembre. Avec des méga-feux, des méga-inondations, des cyclones qui atteignent tous le plafond de la catégorie 5...

D'après l'institut de modélisation climatique Pierre-Simon-Laplace, le climat qui nous attend dans vingt ou trente ans est déjà déterminé par nos émissions d'aujourd'hui. Nous aurons probablement atteint les 2 °C de plus en 2040, et, à ce moment-là, plusieurs lieux sur Terre deviendront littéralement inhabitables. Il faut vraiment être un économiste fanatique pour croire qu'on va continuer à consommer alors qu'on sera en train de mourir en masse ! Notre civilisation vient de recevoir un avertissement.

Cette crise doit-elle servir de prise de conscience ?

Le coronavirus a un coût faramineux pour l'humanité, et il est apparu parce que l'humanité extermine le vivant. Quand vous diminuez la biodiversité dans un écosystème, vous créez des circulations de pathogènes. Une espèce de chauve-souris nous a transmis son virus parce qu'on a détruit son habitat, et créé une continuité entre elle et d'autres animaux. Les zoonoses, les maladies transmises par les animaux, représentent 60 % des maladies infectieuses. Et, selon l'Office international des épizooties, 75 % des maladies animales émergentes peuvent se transmettre à l'homme.

Aucun virologue n'est étonné par ce qui nous arrive. Simplement, ils ne pouvaient pas prédire le chemin que prendrait le virus. Alors qu'avec le climat, nous connaissons la trajectoire ! Ce qu'annonçaient les premiers modèles dans les années 1960 et 1970, comme le rapport de Dubos et de Ward en 1972, se réalise aujourd'hui. Il n'y a pas à avoir confiance ou pas confiance : ça se produit ! On a presque soixante ans d'expérience sur le sujet.

Quelle est l'ampleur du changement nécessaire pour atténuer cette autre crise ?

C'est la bonne question, que personne ne veut se poser. L'ampleur du changement c'est : agir pour sauver sa peau. Tout le reste devient secondaire. Qu'est-ce qui détruit la planète ? Ce sont les flux de matière et d'énergie, donc nos richesses matérielles – auxquelles il faut ajouter la démographie, même si elle a essentiellement un impact au sol, sur la destruction des écosystèmes. Selon un rapport de l'ONG Oxfam, les 10 % de gens les plus riches de la planète émettent environ la moitié du total des gaz à effet de serre ! Donc si on veut s'en sortir et peser moins sur les ressources, il faut diminuer nos richesses matérielles. Et si c'est le fait d'être riche qui détruit, alors il faut resserrer les écarts de revenus.

Avec la modernité, on n'a pas cherché à faire le mal mais à s'arracher à « la vallée des larmes » de la misère. On s'est dit : « il faut produire de plus en plus ». Mais c'est devenu une fin en soi ! Un trajet en

avion du Caire à Seattle dépense autant énergie que celle nécessaire à construire les pyramides de Gizeh. Imaginez le nombre de pyramides qu'on construit chaque jour ! Notre humanité délire. Continuer avec cette modernité, c'est aller à la mort. Notre objectif doit maintenant être de régénérer la nature, de sauver l'habitabilité de la Terre. C'est plus un changement civilisationnel qu'un projet politique. Mais ça ne veut pas dire qu'on va vivre moins bien ! Le type de progrès qu'on a aujourd'hui détruit à la fois notre planète, notre santé et nos emplois. La croissance amplifie les inégalités de la société au point de la rendre violente. Comment peut-on vouloir continuer ? À quoi bon, au milieu du siècle, avoir un iPhone 12 mais subir des chaleurs de 50 °C à Paris ?

Que faut-il changer, alors ?

Pour rester à l'échelle de la ville, la différence de température peut aller jusqu'à 6 °C entre les îlots de chaleur et les parcs. Il faut donc écosystémiser les villes, drastiquement. Imaginer des trottoirs ajourés avec de la végétation en dessous et de l'eau qui circule. Remplacer la climatisation des immeubles par des systèmes de brumisateurs, qui consomment très peu d'énergie et rafraîchissent efficacement. Ce sont des investissements sur des décennies, mais nécessaires.

Et pour notre alimentation ?

Aujourd'hui la production d'une calorie alimentaire nécessite au moins dix calories d'énergie fossile. On ne peut plus se permettre cela. Parce qu'on dispose de moins en moins d'énergie fossile, et parce qu'y recourir détruit le climat et la vie sur Terre. Il faut moins de tracteurs dans les champs, moins de pesticides... et donc plus de traction animale et de main-d'œuvre. Mais cette agriculture-là n'est pas un retour au XIXe siècle ! Elle sera intensive mais sur un sol régénéré, menée par des gens très bien formés et avec une importante création d'emplois. Elle créera de la biomasse au lieu d'en détruire. Et pour assurer les récoltes ou la préparation des sols, il faudra affecter entre 15 % et 30 % de la population active aux travaux agricoles, au moins de façon intermittente. Le monde qui arrive disposera de moins en moins de matériaux et d'énergie, mais ce sera un monde plus pacifié socialement, qui aura complètement changé sa relation à la nature.

Et sur le front de la consommation individuelle ?

La proposition que je fais est celle des quotas : chacun disposerait, pour ce qu'il consomme, d'une quantité limitée de ressources naturelles. Vous avez une sorte de carte bancaire, qui défalque chacun de vos achats de votre « quota ressources », en fonction de son empreinte carbone. Comme vous ne pouvez pas « consommer » plus d'une certaine quantité de ressources, le progrès dans les entreprises va viser à fournir un confort égal mais à quantité de ressources et d'énergie inférieure. Nos modes de production seront entièrement tournés vers un gain de sobriété final. Une telle « carte carbone » a été expérimentée en Suède et en Angleterre.

Ce genre de mesures ne pave-t-il pas le chemin vers une forme de dictature écologique ?

Non. La petite chance qu'on a que ça marche, c'est que les gens comprennent les conséquences de leur mode de vie. Dans trois sondages, entre novembre et janvier, 55 % des Français estimaient qu'on n'éviterait pas la sobriété et que ce serait même un horizon souhaitable. La concrétisation de ce genre d'idées ne vient qu'à l'occasion d'événements comme celui qu'on vit actuellement, ou lors des canicules de l'été dernier. Les jeunes s'affolent !

Soit on va vers quelque chose de raisonnable et on change les choses de façon démocratique – nous proposons par exemple que le quota individuel soit soumis à référendum. Soit on n'arrive pas à s'autolimiter démocratiquement et le risque c'est d'avoir *Soleil vert*, ce film de Richard Fleischer sorti en 1973, qui décrit une société autoritaire, où les hommes ont épuisé toutes les ressources de la nature.

Il est donc possible, selon vous, de réconcilier écologie et économie ?

S'il s'agit de réconcilier écologie et croissance, non, c'est un oxymore. Mais si on appelle « économie » ce qui permet de bien vivre sur Terre, alors, oui, c'est tout à fait conciliable avec l'écologie. On oublie que l'économie consiste à gérer la rareté.

Qu'est-ce que l'« État-résilience » que vous prônez avec vos coauteurs ?

L'objectif d'un État-résilience est de résister aux chocs, de permettre aux gens de continuer à vivre. Paris, par exemple, ne dispose que de deux ou trois jours d'indépendance alimentaire. Avec le Covid, on aurait pu avoir des ruptures d'approvisionnement. On est passé à deux doigts d'un drame. Il faut opérer très vite une transition vers l'agroécologie et les circuits courts. Un État-résilience permet d'organiser ça. C'est aussi un État qui aurait gardé les stocks de masques, qui aurait lancé tout de suite la fabrication de tests, même si cela ne s'inscrivait pas dans une logique rentable. Un État soucieux du bien-être public, et pas du bon fonctionnement du marché.

La crise actuelle peut-elle ralentir la transition écologique, avec un chantage à l'emploi de la part des lobbies ?

C'est très probable. En France, c'est même déjà fait : on vient de donner 20 milliards d'euros, sans contrepartie écologique, à l'aviation et à l'industrie automobile – qui se permet de tricher sur les tests de pollution ! L'aviation, plus importante que le fait de pouvoir se nourrir et se soigner ? C'est du délire. En Autriche et en Allemagne, au moins, les industries vont devoir se soumettre aux normes. En France, même pas. Et sans parler de la brochette de dirigeants actuels : Trump, Bolsonaro, Xi Jinping... Pour vendre leurs babioles, ils sont prêts à faire mourir des milliards de personnes sur Terre ! Leur place est à l'asile, pas dans un palais présidentiel.

Comment réagissez-vous à l'effondrement des prix du pétrole ?

Un baril de pétrole à un prix négatif, c'est effectivement inédit. Il est plus décoiffant encore de constater à quel point les milieux financiers, pour une très grande part, et pétroliers, sont très proches et indifférents à la question climatique. Tout ça conduit à une planète de moins en moins habitable, avec la bénédiction des gouvernements. C'est proprement révoltant. Dès lors, un baril à prix négatif est une magnifique illustration d'un monde à la dérive, devenu fou : quelques brins d'ARN d'un virus parviennent à le ralentir, sans pour autant l'assagir.

Face à la crise sanitaire, des mesures sont prises en urgence, comme de rendre des parties de ville piétonnes ou cyclables afin que les gens se déplacent sans se côtoyer. La population acceptera-t-elle ensuite un retour en arrière ?

Non, on va en tirer un plaisir et un soulagement. Et tant mieux, le but c'est de vivre mieux ! C'est le bien ultime, il n'y a rien de plus fondamental. Mais pour que cela se fasse de façon démocratique, il faut qu'on y gagne quelque chose, que les gens y voient leur intérêt. Il y aura des frustrations, mais elles ne vont pas durer longtemps. *Propos recueillis par HÉLÈNE SEINGIER*